

برنامج
الأغذية
العالمي



Programme
Alimentaire
Mondial

World
Food
Programme

Programa
Mundial
de Alimentos

Troisième session ordinaire
du Conseil d'administration

Rome, 21 - 25 octobre 2002

PROJETS SOUMIS AU CONSEIL D'ADMINISTRATION POUR APPROBATION

Point 9 de l'ordre du
jour

Pour approbation



Distribution: GÉNÉRALE
WFP/EB.3/2002/9-B/2
4 septembre 2002
ORIGINAL: ANGLAIS

INTERVENTION PROLONGÉE DE SECOURS ET DE REDRESSEMENT— AMÉRIQUE CENTRALE 10212.0

**Aide alimentaire ciblée aux populations
victimes de catastrophes et aux fins
d'amélioration des moyens de subsistance**

Nombre de bénéficiaires	690 000 par an
Durée du projet	36 mois (1er mars 2003–28 février 2006)

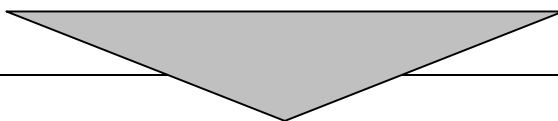
Coût (dollars E.-U.)

Coût total du projet	66 843 442
Coût total pour le PAM	56 622 080
Coût total pour le gouvernement	10 221 362
Coût total des produits alimentaires	27 720 625

Sur la base des taux de change de juin 2002, soit 8,75 Colones/1 dollar E.-U. en El Salvador; 7,85 Quetzales/1 dollar E.-U. au Guatemala; 16,34 Lempiras/1 dollar E.-U. au Honduras; et 14,24 Cordobas/1 dollar E.-U. au Nicaragua.

Le tirage du présent document a été restreint. Les documents présentés au Conseil d'administration sont disponibles sur Internet. Consultez le site WEB du PAM (<http://www.wfp.org/eb>).

Note au Conseil d'administration



Le présent document est présenté au Conseil d'administration pour approbation.

Le Secrétariat invite les membres du Conseil qui auraient des questions de caractère technique à poser sur le présent document, à contacter les fonctionnaires du PAM mentionnés ci-dessous, de préférence aussi longtemps que possible avant la réunion du Conseil.

Directrice du Bureau régional pour l'Amérique latine et les Caraïbes (ODM):	Mme Z. Mesa	tél.: 066513-2323
---	-------------	-------------------

Attachée de liaison principale, ODM:	Mme G. Segura	tél.: 066513-2207
--------------------------------------	---------------	-------------------

Pour toute question relative à la distribution de la documentation destinée au Conseil d'administration, prière de contacter le Superviseur de l'Unité des réunions et de la distribution (tél.: 066513-2328).



Résumé

L'insécurité alimentaire, déclenchée par des catastrophes naturelles à répétition, a mis les populations rurales et urbaines d'El Salvador, du Guatemala, du Honduras et du Nicaragua dans une situation critique. Au cours des cinq dernières années, près de 9 millions de personnes ont été touchées dans des proportions variant en fonction de la nature et de l'ampleur des événements. Cette situation empêche toujours les groupes exclus, comme les indigènes, les paysans sans terre et les ménages dirigés par une femme, de sortir de la pauvreté et d'échapper à la faim. Laissées sans moyens de subsistance suffisants, les populations victimes de crises recourent à des moyens de survie préjudiciables à l'environnement qui sapent leur capacité de supporter d'autres crises.

Les crises répétées seront la norme en Amérique centrale pendant un avenir prévisible. Les familles qui vivent dans les régions arides souffrent de carences alimentaires. Malgré les ressources humaines et financières du gouvernement, des bailleurs de fonds et d'organisations non gouvernementales (ONG), les moyens manquent. De nombreux programmes d'aide exécutés dans ces pays prennent fin en ce moment critique, ce qui aggrave une situation caractérisée par l'insuffisance des moyens.

Les résultats d'enquêtes nutritionnelles récentes montrent que la malnutrition aiguë est particulièrement répandue parmi les populations marginalisées vivant dans les régions exposées à la sécheresse qui ont un mauvais accès aux aliments et à l'eau. Ces régions sont particulièrement vulnérables aux crises nutritionnelles résultant de catastrophes naturelles ou de crises économiques. L'urgence nutritionnelle au Guatemala à laquelle le PAM a fait face au début de 2002 a bien montré qu'en très peu de temps une situation d'insécurité alimentaire chronique aggravée par la sécheresse pouvait déboucher sur une crise aiguë menaçant des vies humaines. Les disparités de revenus dans les quatre pays sont parmi les plus fortes de la région, et les taux de malnutrition chronique en Amérique centrale vont de 23 à 48 pour cent.

L'intervention prolongée de secours et de redressement (IPSR) présente une approche régionale répondant à une crise qui a des causes semblables dans les quatre pays et qui touche les populations les plus pauvres, les plus exposées à l'insécurité alimentaire. La stratégie régionale promeut une approche standard du ciblage — couvrant la bande aride qui s'étend du Guatemala au Nicaragua — ainsi que des évaluations et un suivi, en utilisant une série d'indicateurs et en mettant l'accent sur la surveillance nutritionnelle. Un plan d'urgence régional renforcera les moyens d'intervention et rendra possible une action mieux intégrée atteignant les familles les plus démunies des quatre pays.

La stratégie de l'IPSR a pour but de prévenir la malnutrition aiguë parmi les enfants exposés à l'insécurité alimentaire et les familles victimes de crises à répétition, de reconstituer et de protéger les moyens de subsistance érodés par l'exposition aux catastrophes et de faire face efficacement aux crises.

Par le biais des opérations de secours et de redressement, l'aide alimentaire fournira un appui nutritionnel aux familles victimes de crises, notamment aux femmes et aux enfants; elle facilitera la création d'actifs pour amortir les effets des catastrophes et améliorer l'apport alimentaire des ménages; elle fournira une aide alimentaire pour aider à stabiliser les taux de scolarisation et à maintenir les enfants à l'école. La stratégie régionale assurera la cohérence et l'homogénéité des mesures et améliorera la souplesse et l'efficacité des allocations de ressources en fonction des besoins. Caractéristique essentielle, l'IPSR est étroitement liée aux

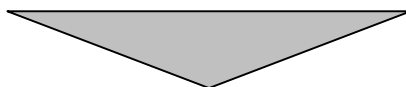


programmes de pays en cours d'exécution dans les quatre pays. La coordination et la complémentarité nécessaires seront obtenues par le ciblage, la formation et des modalités appropriées.

Il faut de toute urgence donner aux gouvernements les moyens de fournir une aide à court et à long terme plus appropriée et anticipant davantage sur les événements. L'IPSR renforce l'analyse et la cartographie de la vulnérabilité (ACV), ce qui permet une approche géographique plus centrée sur la bande aride et dans certains secteurs exposés aux inondations.

La nouvelle IPSR joue un rôle sans précédent en rattachant les mesures d'urgence aux programmes sectoriels à moyen et à long terme, y compris aux opérations d'urgence et aux programmes de pays du PAM. L'aide du PAM sera fournie dans le cadre des pays (bilan commun de pays/Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement) et des stratégies coordonnées des bailleurs de fonds. Aux fins de cette IPSR, le PAM cherchera à obtenir 56 622 080 dollars E.-U. auprès de la communauté de bailleurs de fonds afin de pouvoir aider 690 000 hommes, femmes et enfants chaque année. La nouvelle intervention couvrirait une période de trois ans et débiterait en mars 2003. Un programme de trois ans est essentiel pour établir une intervention d'urgence et des mesures de suivi des catastrophes naturelles et des crises économiques au niveau régional, ainsi que pour mettre les gouvernements en mesure d'intégrer aux programmes de nouvelles familles victimes de crises.

Projet de décision



Le Conseil approuve l'IPSR l'Amérique centrale 10212.0—Aide alimentaire ciblée aux populations victimes de catastrophes et aux fins d'amélioration des moyens de subsistance (WFP/EB.3/2002/9-B/2).



CONTEXTE ET JUSTIFICATION

Contexte de la crise

1. L'insécurité alimentaire provoquée par des catastrophes naturelles à répétition a placé les populations rurales et urbaines du Guatemala, d'El Salvador, du Honduras et du Nicaragua dans une situation de crise. Près de 9 millions de personnes ont été plus ou moins affectées au cours des cinq dernières années en fonction du type et de l'ampleur des événements. L'année 2001 n'a pas fait exception, combinant sécheresses, tremblements de terre, inondations et ouragans tropicaux qui ont dévasté les récoltes, le cheptel et l'infrastructure dans toute la région. Ces événements ont mis en danger la sécurité alimentaire, nutritionnelle et les moyens de subsistance de 2,6 millions de personnes dans les quatre pays. Les pertes dues à la seule sécheresse ont totalisé 154 millions de dollars.

TABLEAU 1: CATASTROPHES RÉCURRENTES 1997–2002

Année	Phénomène	Victimes	Actions du PAM	Nombre de personnes aidées
1997	“El Niño” (sécheresse, inondations)	387 000*	Opération d'urgence 5949.00	323 000
1998	Cyclone Mitch	6 702 400	Opération d'urgence 6079.00/ IPSR 6089.00	2 894 181
1999	Inondations, glissements de terrain	100 000	IPSR 6089.00	40 000
2000	Tremblement de terre, inondations	26 096 15 000	IPSR 6089.00 IPSR 6089.00	2 000 9 000
2000–2001	Sécheresse	1 790 000	Opération d'urgence 6285.00 Opération d'urgence 6286.00 IPSR 6089.00	380 000
2001	Tremblement de terre Cyclone tropical Michelle Inondations	1 582 400 98 000 7 825	CII/Opération d'urgence 10022.0 Opération d'urgence 6285.00 IPSR 6089.00	700 000 28 200 7 680

* Personnes victimes de l'insécurité alimentaire. Le PAM a indiqué les chiffres.

2. El Niño affectera probablement les deux ou trois prochains cycles agricoles, notamment la production de céréales de base (maïs, sorgho, riz et haricots) par: i) des inondations le long des côtes du Pacifique et des Caraïbes; et ii) la réduction des pluies dans la bande centrale. La probabilité qu'El Niño ait un effet sur ces pays au cours des trois prochaines années est de l'ordre de 60 pour cent (Administration océanique et atmosphérique nationale). Bien qu'il soit encore trop tôt pour déterminer la force potentielle d'El Niño, il est probable que les conditions climatiques resteront défavorables jusque dans le courant de l'année 2003.



3. Ces catastrophes répétées laissent peu de moyens de subsistance aux agriculteurs et beaucoup d'entre eux en sont réduits à des mesures de survie hasardeuses. Une catastrophe suivant l'autre, les plus pauvres et les plus exposés à l'insécurité alimentaire épuisent les moyens dont ils disposent pour faire face à de nouveaux désastres. Les sécheresses prolongées, les inondations étendues et la diminution des prix agricoles, notamment du café, aggravent la pauvreté et exacerbent les inégalités dans les quatre pays.
4. Les statistiques globales dissimulent les énormes disparités et la marginalisation de nombreux groupes vivant dans des régions où les catastrophes sont fréquentes. La répétition de celles-ci empêche les groupes victimes d'exclusion, notamment les populations indigènes et les femmes, de sortir de la pauvreté et d'échapper à la faim. Différents indicateurs, comme les données du coefficient Gini et de l'Indicateur du développement humain (IDH), montrent l'étendue des inégalités en Amérique centrale (voir tableau 2). Ces facteurs sont particulièrement inquiétants dans une région en crise économique où une proportion importante de la population est exposée à un risque nutritionnel.

TABLEAU 2: INDICATEURS ÉCONOMIQUES

Indicateurs économiques	El Salvador	Guatemala	Honduras	Nicaragua
Classement IDH 2001 (sur 162 pays)*	95	108	107	106
Produit intérieur brut (PIB) par habitant 2000 (dollars)	1 990	1 690	850	420
Indice Gini**	51	56	59	60
Classement selon l'Indicateur sexospécifique du développement humain***	87	98	96	95
Taux de croissance annuel par habitant du PIB 1990–1999 (%)	2,8	1,5	0,3	0,4
Population vivant au-dessous du seuil de pauvreté (%)	48	57	53	50

* Rapport sur le développement humain 2001 (PNUD): mesure la réalisation moyenne du développement humain: vie longue et en bonne santé, connaissances et niveau de vie décent.

** Banque mondiale 2002: mesure l'écart de la distribution des revenus des ménages par rapport à une distribution parfaitement égale, 0 représentant l'égalité parfaite.

*** Rapport sur le développement humain 2001 (PNUD): mesure le niveau moyen de l'IDH, corrigé pour tenir compte des inégalités entre hommes et femmes.

5. Les déficits alimentaires structurels influent sur la disponibilité, l'accès et la qualité des aliments consommés par les plus pauvres. La production alimentaire n'augmente pas au même rythme que la croissance démographique. Les déficits alimentaires globaux sont compensés par les importations commerciales et les dons internationaux. Au niveau local, les produits alimentaires n'atteignent pas les régions isolées les plus pauvres pendant la saison des pluies. L'accès à la terre cultivable est extrêmement limitée, et les parcelles détenues sont caractérisées par des sols dégradés, la situation en secteur aride et semi-aride et la faible utilisation d'intrants.
6. Au cours des cinq dernières années, la communauté de donateurs a répondu avec beaucoup de générosité aux besoins énormes de l'Amérique latine. Les opérations d'urgence et les interventions de secours prolongées du PAM ont pu atteindre les victimes d'El Niño (1997), du cyclone Mitch (1998), des sécheresses au Honduras et au Nicaragua (1999), des tremblements de terre et de la sécheresse en El Salvador (2001), et de la crise



nutritionnelle au Guatemala (2002). Les programmes de pays ont en outre fourni une aide vitale aux personnes victimes de pauvreté chronique.

7. À cette date, l'IPSR 6089.00, "Aide aux victimes du cyclone Mitch", a aidé environ 3 millions de personnes dans les quatre pays. L'aide alimentaire a sauvé des vies et contribué à prévenir des souffrances humaines dans les premières semaines de la crise. Au cours de la première année de l'IPSR, le PAM a pu apporter des vivres et d'autres aides essentielles à plus de 1,3 million de pauvres des communautés dévastées. Ultérieurement, l'aide alimentaire a aidé à catalyser les efforts de reconstruction et de relèvement. Au Guatemala, 348 kilomètres de routes ont été reconstruites et 12 166 hectares de terres agricoles remises en état en 2001. Malgré les résultats impressionnants de l'IPSR, 100 000 personnes vivent encore dans des abris temporaires en El Salvador à la suite du tremblement de terre de 2001 et, d'une manière générale, les moyens de subsistance n'ont pas été restaurés après les nombreuses catastrophes qui se sont succédées dans la région.
8. De l'évaluation à mi-parcours de l'IPSR 6089.00 effectuée en 2000 se dégagent deux enseignements essentiels: i) un bon état de préparation et des mesures stratégiques sont indispensables pour réduire la vulnérabilité et ces types d'activité devraient en permanence être incorporés aux programmes du PAM; et ii) le suivi joue un rôle essentiel qui devrait être pleinement reconnu afin que puissent être prises des mesures rapides et efficaces. L'IPSR proposée tient compte de ces recommandations parmi d'autres.

Analyse de la situation

9. L'Amérique centrale est une région exposée aux catastrophes et les anomalies climatiques y sont fréquentes. Les activités de l'homme, comme le déboisement à grande échelle et des pratiques agricoles inadéquates, notamment la culture de terres marginales sans mesures de conservation du sol, ont aggravé la vulnérabilité des familles. Les agriculteurs des régions marginales, exposés à l'insécurité alimentaire et qui n'ont pas accès à la terre, au crédit ou à une aide technique, sont particulièrement touchés en cas de crise.
10. Les taux de malnutrition chronique en Amérique centrale vont de 23 à 48 pour cent; les enfants sont donc exposés à la malnutrition pendant des périodes longues et répétées. Les taux nationaux moyens de malnutrition aiguë en Amérique centrale masquent d'importantes disparités géographiques et socio-économiques. Les résultats d'enquêtes nutritionnelles récentes montrent que la malnutrition aiguë est particulièrement répandue dans les populations marginalisées des régions exposées à la sécheresse qui ont un accès médiocre à l'eau. Le manque de données nutritionnelles sérieuses dans la bande aride fait qu'à l'heure actuelle toute augmentation de la malnutrition reste pour l'essentiel inaperçue. Comme la prévalence de la malnutrition aiguë dans certaines parties de cette bande pourrait dépasser les chiffres présentés au tableau 3, la présente IPSR privilégie la surveillance nutritionnelle afin de pouvoir dépister les changements qui interviendraient. Les régions marginalisées sont particulièrement exposées aux crises nutritionnelles résultant de catastrophes naturelles ou de crises économiques. L'urgence nutritionnelle au Guatemala à laquelle a fait face le PAM au début de 2002 a bien montré qu'une situation d'insécurité alimentaire chronique aggravée par la sécheresse pouvait rapidement conduire à une situation d'urgence menaçant des vies.
11. Les indicateurs sanitaires soulignent l'inadéquation des services publics (surtout dans les zones rurales), ce qui aggrave un état nutritionnel déjà défaillant. Le manque d'installations adéquates d'alimentation en eau explique partiellement pourquoi les infections transmises par l'eau sont la principale cause de mortalité des enfants de moins de 5 ans dans la plupart de ces pays. Le regroupement des cas de malnutrition montre combien il est important de



renforcer les systèmes de suivi nutritionnel afin de repérer les secteurs à risque avant que la situation nutritionnelle ne se dégrade sérieusement.

TABLEAU 3: INDICATEURS SANITAIRES

Enfants de moins de 5 ans—prévalence de:	El Salvador (%)	Guatemala (%)	Honduras (%)	Nicaragua (%)
Malnutrition aiguë (écart-type <-2)	1,5 ^a	2,5 ^d	1,4 ^g	2 ^j
Malnutrition aiguë dans les régions touchées par la sécheresse (écart-type <-2)	2,5 ^b	3,2 ^e	5,9 ^h	3,3 ^j
Malnutrition chronique (taille pour l'âge écart-type <-2)	23 ^c	48 ^f	38 ⁱ	33 ^j
Accès à l'eau				
Ménages urbains ayant accès à de l'eau saine	88	38,8	90	91
Ménages ruraux ayant accès à de l'eau saine	61	24,7	82	59

^a Bureau de pays et Ministère de la santé.

^b Bureau de pays.

^c Ministère de la santé; *Encuesta Familiar 1998*.

^d Enquête démographique et sanitaire 1998–1999.

^e Enquête nationale 2001–2002, Ministère de la santé et Fond des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF).

^f 2001 Agence des États-Unis pour le développement international (USAID) organisation bénévole privée Survey, *Encuesta de Ingresos y Gastos Familiares* non publiée 1998–1999 (ENIGFAM—Étude des revenus et des dépenses des familles), Guatemala.

^g Enquête nationale sur les micronutriments, 1996.

^h Évaluation nutritionnelle UNICEF/PAM (2001).

ⁱ Enquête démographique et sanitaire, 2001 (projet).

⇒ El Salvador

12. Au niveau national, 17 pour cent de la population ne peuvent faire face au coût de la ration alimentaire. Dans les régions rurales 28 pour cent des ménages ne peuvent assurer leurs besoins alimentaires de base. En conséquence la malnutrition chronique est élevée chez les enfants de moins de 5 ans vivant dans les régions touchées par la sécheresse et dans des familles subsistant au-dessous du seuil de la pauvreté.
13. Le revenu par habitant est élevé, mais ne tient pas compte des énormes inégalités affectant la distribution des revenus, l'une des plus fortes de l'Amérique latine. En 1999 les 50 pour cent les plus pauvres de la population totalisaient seulement 16 pour cent du revenu national, alors que les 20 pour cent les plus riches en contrôlaient plus de 56 pour cent. En 2001, 49 pour cent de la population vivaient au-dessous du seuil de la pauvreté; le chiffre passait à 61 pour cent dans les régions rurales. Plus de 62 pour cent des agriculteurs ont des propriétés de moins de 2 hectares et à eux tous détiennent seulement un peu plus de 8 pour cent des terres cultivables. Environ 60 pour cent de la population totale n'a pas accès à des services de santé appropriés et 39 pour cent de la population rurale n'a pas accès à de l'eau potable. Les taux d'analphabétisme dans les régions rurales sont élevés (29 pour cent), et atteignent 32 pour cent pour les femmes. En 1999, 32 pour cent des filles de plus de 10 ans des régions rurales ne savaient ni lire ni écrire, trois fois plus que dans les régions urbaines.



14. La marginalisation des plus pauvres est exacerbée par les catastrophes naturelles et les crises économiques fréquentes, par exemple les tremblements de terre du début de 2001 et les sécheresses graves de 2001–2002. Plus de 100 000 personnes, gravement touchées par la sécheresse de 2001 vivent dans une insécurité alimentaire extrême. Plus de 60 pour cent des récoltes escomptées ont été perdues du fait de la sécheresse. Dans les départements les plus touchés, 27,7 pour cent de la population ne gagnent pas de quoi couvrir le coût de la ration alimentaire de 2 100 kilocalories par personne et par jour. Les tremblements de terre ont causé 1 165 décès et des dégâts économiques estimés à 1 milliard de dollars (16 pour cent du produit national brut [PNB]). Une chute de 58 pour cent de la valeur des exportations de café a dégradé le revenu principal de plus de 650 000 paysans sans terre. Plus de 300 Salvadoriens quittent le pays chaque jour, ce qui montre bien que les plus pauvres ne peuvent assurer leur subsistance que par l'exode rural et l'expatriation.

⇒ Guatemala

15. Environ 76 pour cent des ruraux sont pauvres et disposent d'un revenu inférieur à 2 dollars par jour. Environ 30 pour cent vivent dans une pauvreté extrême (moins de 1 dollar par jour). La pauvreté explique que 48 pour cent des enfants de moins de 5 ans souffrent de malnutrition chronique, ce qui est le taux le plus élevé d'Amérique latine. Sur les quelque 43 250 familles victimes de la sécheresse en 2001, 31 000 souffraient de malnutrition aiguë et 12 250 étaient à risque.

16. Dans les régions rurales, 23 pour cent de la population ne disposent pas d'équipement sanitaire adéquat et 63 pour cent d'approvisionnement en eau amélioré. Plus de 40 pour cent n'ont pas accès à des soins de santé. Cinquante-et-un pour cent des femmes rurales sont analphabètes. La distribution des terres est extrêmement inéquitable, puisque 96 pour cent des ruraux pratiquant la culture de subsistance se partagent seulement 2 pour cent des terres arables.

17. La sécheresse de 2001 s'est traduite par la perte de 60 à 80 pour cent des récoltes dans les régions les plus arides. Les familles produisant seulement des céréales de base destinées à leur propre consommation sont extrêmement vulnérables aux crises qui contraignent leurs enfants à abandonner l'école pour travailler et obligent les hommes à partir à la recherche de travail. L'émigration dans les régions exposées à la sécheresse est de l'ordre de 40 pour cent, ce qui cause des perturbations sociales considérables, notamment une augmentation des ménages dirigés par un seul parent qui est généralement la femme.

⇒ Honduras

18. Le Honduras vient en troisième position en ce qui concerne la pauvreté, environ 40 pour cent des ruraux vivant dans la plus grande misère et gagnant moins de 1 dollar par jour. La distribution des revenus est très inégale. Dans les régions rurales, 18 pour cent de la population n'ont pas accès à de l'eau de boisson sûre, et 15 pour cent à des équipements sanitaires améliorés. Les abords des villages et des villes sont également pauvres.

19. L'évaluation UNICEF/PAM du début de 2002 a signalé dans le sud du pays une augmentation de la malnutrition aiguë des enfants, passée de 2,7 pour cent en juillet à 5,9 pour cent en novembre 2001. En 2001 la malnutrition chronique a atteint 44 pour cent dans les régions rurales. Ces taux devraient augmenter durant l'année 2002 en raison de sécheresses récurrentes. La sécheresse de 2001 a causé la perte de la totalité des céréales, touchant 66 900 fermiers pratiquant des cultures de subsistance, et de 135 064 tonnes d'autres cultures vivrières. L'effet des catastrophes naturelles sur la disponibilité alimentaire est clair, le déficit vivrier national (2001–2002) atteignant 498 831 tonnes comparé à la moyenne nationale décennale de 260 000 tonnes. Le déficit est



principalement dû au manque d'eau : 40 pour cent des puits sont secs et seulement 2,7 pour cent de la terre sont irrigués.

20. En 2001 le cyclone tropical Michelle a frappé la côte nord, touchant plus de 60 000 personnes, principalement des paysans pratiquant des cultures de subsistance. La chute des prix du café aggrave encore la situation. Dans la plupart des cas, le café n'a même pas été récolté, ce qui a laissé sans travail 300 000 paysans et compromis leur sécurité alimentaire et nutritionnelle.

⇒ **Nicaragua**

21. En 1999 le salaire minimum dans le secteur agricole couvrait seulement 32 pour cent du coût de la ration alimentaire de base. Classé au deuxième rang des pays les plus pauvres de la région après Haïti, avec un revenu moyen par habitant de 480 dollars, le Nicaragua se caractérise par des disparités entre les revenus qui sont parmi les plus fortes du monde. Cinquante pour cent de la population bénéficient de seulement 15 pour cent du PNB, tandis que les 10 pour cent les plus riches en perçoivent 44 pour cent. La population est rurale à 44 pour cent et les femmes dirigent 20 pour cent des ménages ruraux.
22. Les restrictions alimentaires influent sur le coût de la vie ainsi que sur la santé et la scolarisation et sont partiellement responsables des taux de malnutrition élevés et de la faible scolarisation. Une enquête nutritionnelle conduite à la fin de 2001 a montré que 4 pour cent des nourrissons âgés de 6 à 11 mois souffraient de malnutrition aiguë. La durée de la scolarisation des enfants est en moyenne de 2,1 ans dans les régions rurales de l'Atlantique et de 5,7 dans les zones arides de la région du Pacifique.
23. La plupart des familles rurales de la région du Pacifique pratiquent l'agriculture de subsistance et doivent la compléter par des activités extra-agricoles. Les rendements des céréales de base sont beaucoup plus faibles que dans les pays voisins (moins de 1 200 kilogrammes par hectare pour le maïs et moins de 800 kilogrammes par hectare pour les haricots). Plus de 250 000 personnes ont été directement touchées par la sécheresse de 2001 et ont perdu une bonne partie de leurs récoltes, si bien que beaucoup d'agriculteurs ont dû émigrer à la recherche d'autres sources de revenu. Dans les régions cultivant des céréales de base (maïs, légumineuses, sorgho et riz) les pertes ont atteint 90 666 hectares, soit 18,2 pour cent des surfaces cultivées.
24. La région offre des possibilités de travail limitées, et les crises récurrentes laissent de nombreuses familles sous-employées. Beaucoup de paysans en sont réduits à émigrer, surtout dans les régions de culture du café. Dans les régions Atlantique exposées aux inondations, les moyens de subsistance sont les mêmes que dans le Pacifique; toutefois, l'isolement et les difficultés d'accès augmentent la vulnérabilité des populations.

Politiques et programmes gouvernementaux de redressement

⇒ **Niveau régional**

25. En 1999, les présidents des pays d'Amérique centrale ont établi un programme quinquennal visant à réduire l'impact des catastrophes naturelles (2000–2004). Approuvé par la communauté internationale, le programme prévoit un cadre qui aidera les quatre pays à prendre des initiatives concrètes.
26. Le Centre de coordination d'Amérique centrale pour la prévention des catastrophes naturelles (CEPRENAC) a été établi pour traiter de ces problèmes au niveau régional, permettre des échanges d'informations et la coordination des activités à l'échelle régionale. Organe d'intégration pour l'Amérique centrale, le *Secretaría de Integración de Centro*



Amérique assure la compatibilité des politiques. Le Plan régional d'amortissement des catastrophes est le mécanisme par lequel les gouvernements présentent les politiques, priorités et mesures de lutte contre les catastrophes. Des liens stratégiques sont déjà établis entre le PAM et l'Organisation panaméricaine de la santé (OPS) et constituent un cadre appuyant l'initiative du Plan, notamment au niveau municipal. Il est admis qu'une coordination efficace entre les ministères, les organisations internationales, les donateurs et les fonctionnaires locaux est indispensable pour obtenir des résultats satisfaisants.

27. En avril 2002, une réunion des ministres de l'agriculture a eu lieu au Guatemala pour discuter des crises régionales, y compris de la chute des prix du café. Le PAM s'est engagé à travailler en relations étroites avec les ministères à la préparation et à la mise en œuvre de la présente IPSR.
28. **El Salvador.** La stratégie du Ministère de l'agriculture (1999–2004) vise à améliorer la sécurité alimentaire nationale par la modernisation du Système d'urgence national dans le cadre du Plan régional de lutte contre les catastrophes naturelles. Au nombre des initiatives les plus importantes figurent la mise en œuvre de plans d'urgence locaux, l'établissement de comités d'urgence locaux et le renforcement du potentiel au niveau municipal afin de réduire les risques.
29. **Guatemala.** En septembre 2001 le gouvernement a introduit un Plan d'action intensive contre la malnutrition aiguë, qui a servi de modèle au Ministère de la santé pour la lutte contre la malnutrition. Au début de 2002 le Comité national pour la sécurité alimentaire et la nutrition a été créé pour lutter contre l'insécurité alimentaire et nutritionnelle. Le PAM appuie ces innovations et travaille avec le Ministère de l'agriculture et le Coordinateur national pour la lutte contre les catastrophes à promouvoir la participation communautaire aux systèmes de détection précoce, à la lutte contre les catastrophes et à la préservation de l'environnement.
30. **Honduras.** Pour atténuer l'effet des catastrophes et intervenir d'urgence, le gouvernement fait notamment appel à une force d'intervention multisectorielle et interinstitutions chargée de l'alerte rapide et des mesures de lutte contre la sécheresse, *Comité Multi-Sectorial de la Sequía* (COMUS—Comité multisectoriel de la sécheresse). Dirigé par le Ministère de l'agriculture avec la participation de plusieurs institutions gouvernementales, d'organisations internationales —dont le PAM— et d'ONG, le Comité appuie les initiatives de lutte contre les sécheresses récurrentes, l'insécurité alimentaire et la malnutrition. Le principal organisme gouvernemental responsable des problèmes posés par la sécheresse est le Ministère de l'agriculture.
31. **Nicaragua.** Le Système national de prévention, d'atténuation des effets et de lutte contre les catastrophes coordonne les mesures du gouvernement, des Nations Unies, des donateurs et des ONG pour atténuer, prévenir et combattre les catastrophes au niveau national et infra-national. En 2002, ce système lancera son premier grand programme, Réduction de la vulnérabilité aux catastrophes naturelles, avec l'appui de la Banque mondiale. Le PAM a participé à l'élaboration du programme de formation, reste impliqué dans les futures opérations d'atténuation des effets et de prévention et appuie les initiatives du gouvernement en ce qui concerne la planification d'urgence. Le PAM a aidé à mettre au point la politique de sécurité alimentaire et nutritionnelle du pays (2000).



Justification

32. Les catastrophes à répétition resteront la norme en Amérique centrale dans un avenir prévisible. De nombreuses familles touchées par les crises des cinq dernières années ne s'en sont pas rétablies ou continuent de vivre dans les conditions qui les ont rendues vulnérables aux catastrophes passées. Les familles vivant dans les zones affectées par la sécheresse souffrent déjà de carences alimentaires, d'une importante diminution du niveau de leurs avoirs et ne peuvent parer aux crises ou y faire face. Les gouvernements, les donateurs et les ONG mobilisent actuellement des ressources humaines et financières pour faire face aux catastrophes récurrentes dans le but de prévenir les crises locales. Toutefois, les problèmes sont considérables et trans-sectoriels. Les capacités humaines et financières manquent et de nombreux programmes d'aide se terminent en ce moment critique.
33. La présente IPSR fournira une aide indispensable et préviendra la progression de la malnutrition ainsi que la poursuite de la destruction des moyens de subsistance. Elle privilégiera en outre le redressement de ceux qui sont déjà pris dans la spirale des conséquences de catastrophes successives. La stratégie régionale assurera une réaction cohérente et homogène, ainsi qu'une plus grande souplesse et une meilleure efficacité au niveau de l'affectation des ressources. Grâce à l'approche très souple qui est proposée, l'aide du PAM atteindra les populations de régions touchées par des catastrophes à répétition, ou bien des groupes cibles dont les moyens de subsistance et les mécanismes de survie sont semblables. Les stratégies de réaction mises en place par les gouvernements s'appuient mutuellement dans les quatre pays.
34. L'IPSR couvrirait une période de trois ans commençant en mars 2003. Le niveau des ressources et le nombre des bénéficiaires sont réduits de moitié par rapport à l'IPSR 6089.00, ce qui permettra un ciblage plus rigoureux. La nouvelle opération est mieux centrée géographiquement et vise essentiellement les zones arides des quatre pays (au Nicaragua, la région côtière de l'Atlantique nord est incluse parce qu'elle est exposée à de fortes inondations). Dans la nouvelle IPSR la stratégie n'est plus centrée sur la reconstruction, mais sur la prévention de la malnutrition aiguë et l'atténuation des chocs produits par les catastrophes naturelles. Elle utilise dans les quatre pays une approche standard du ciblage, des évaluations des besoins, du suivi, de la surveillance nutritionnelle et de la planification d'urgence.
35. Un programme de trois ans est essentiel pour assurer des interventions d'urgence et un suivi cohérent au niveau régional en cas de catastrophe naturelle et de crise économique, ainsi que pour permettre aux programmes en cours d'absorber les familles nouvellement touchées. Il faut de toute urgence mettre les gouvernements mieux en mesure de fournir une aide à court et à long terme plus efficace. La nouvelle IPSR relie les réactions d'urgence aux programmes sectoriels à moyen et à long terme, y compris aux opérations d'urgence et aux programmes de pays du PAM et renforce les capacités d'évaluation et de suivi de l'Unité ACV de contrepartie.

STRATÉGIE DE REDRESSEMENT

36. La stratégie a pour but de réagir efficacement face aux catastrophes, afin de prévenir la malnutrition aiguë parmi les enfants et les familles exposés à des crises à répétition ainsi que de reconstituer et de protéger des moyens de subsistance érodés par l'exposition aux catastrophes.



37. Un élément essentiel de la stratégie est la complémentarité de l'IPSR avec les programmes en cours dans les quatre pays, en particulier les programmes de pays et l'opération d'urgence au Guatemala. La coordination et la complémentarité seront assurées par le renforcement des modalités opérationnelles, notamment le suivi, le ciblage, la planification d'urgence et la formation. Chaque pays assurera la complémentarité de la manière suivante:
- En **El Salvador**, le programme de pays effectue le ciblage au niveau des départements sur la base des indicateurs de malnutrition chronique et appuie les activités d'éducation, tandis que l'IPSR est centrée sur la prévention de la malnutrition aiguë et l'atténuation des effets des crises.
 - Les principales activités du programme du **Guatemala** sont l'alimentation pré-scolaire et scolaire et la création d'avoins pour faciliter la réinstallation, la priorité allant aux ménages dirigés par une femme. L'IPSR maintiendra l'appui d'abord assuré par l'opération d'urgence 10174.0 en ciblant les enfants de moins de 5 ans et les groupes vulnérables. Elle suivra attentivement les cas de malnutrition aiguë qui ont reçu une aide dans le cadre de l'opération d'urgence.
 - Les objectifs à long terme du programme du **Honduras** sont atteints par la gestion des bassins versant et d'autres ressources naturelles. Dans les régions victimes de la sécheresse, l'IPSR ciblera les municipalités où les taux de malnutrition chronique dépassent 50 pour cent et où les taux d'abandon scolaire sont élevés en raison des effets des crises. L'alimentation scolaire sera instaurée pour prévenir la dégradation de l'état nutritionnel des enfants et de leur famille.
 - Au **Nicaragua**, les activités du programme de pays et de l'IPSR sont complémentaires, l'alimentation scolaire constituant la principale activité du programme de pays. L'IPSR porte essentiellement sur la bande aride et la région côtière Atlantique nord très vulnérable à l'insécurité alimentaire, exposée aux inondations et traditionnellement marginalisée.
38. La stratégie de l'IPSR renforcera les capacités au niveau national pour:
- établir des mécanismes permettant de surmonter les crises, y compris des filets de sécurité;
 - aider le gouvernement à établir l'ACV, des systèmes de suivi et des mesures appropriées pour les cas d'urgence;
 - établir des liaisons et s'appuyer sur les programmes de pays assurant la gestion des catastrophes ainsi que sur les programmes du secteur social; et
 - établir des partenariats, y compris avec le secteur privé.

Besoins des bénéficiaires

39. L'IPSR proposée sera exécutée principalement dans la bande aride des quatre pays et dans les régions exposées aux inondations dans la région côtière Atlantique nord au Nicaragua (voir carte, annexe III). La bande aride, caractérisée par une saison sèche de six mois ou plus, est partagée par les quatre pays. Dans ses parties rurales, elle compte 8,6 millions d'habitants: au Honduras elle totalise 202 municipalités (10 départements) avec 2,2 millions d'habitants; au Nicaragua, 81 municipalités (12 départements) et 2,6 millions d'habitants; au Guatemala, 94 municipalités (16 départements) et 2,5 millions d'habitants; en El Salvador, 95 municipalités (4 départements) et 1,3 million d'habitants.



40. Le PAM travaillera dans environ 331 des 472 municipalités, atteignant chaque année 690 000 personnes exposées à l'insécurité alimentaire. Les secteurs précis et les nombres exacts dépendront de la survenue des crises.
41. En Amérique centrale, on entend par sécheresse grave une période de plus de 30 jours avec moins de 5 millimètres de pluie par jour pendant la saison de culture. Pour mieux comprendre l'insécurité alimentaire et les vulnérabilités des communautés dans la bande aride, le PAM a effectué en collaboration avec les gouvernements nationaux, les partenaires des Nations Unies et les donateurs une évaluation standard des aliments et des moyens de subsistance dans 121 communautés afin de déterminer les besoins des familles en fonction des catégories de moyens de subsistance. Un résumé des résultats est présenté ci-dessous.

⇒ *Moyens de subsistance dans la bande aride*

42. Les moyens de subsistance sont essentiellement constitués par l'agriculture pratiquée sur de petites surfaces et associée à l'élevage, du travail occasionnel dans l'agriculture ou hors-agriculture et l'émigration temporaire. Près de 70 pour cent des familles ne sont pas propriétaires de la terre qu'elles cultivent, et la majorité —jusqu'à 64 pour cent— cultivent moins de 1,4 hectare et vivent au niveau de subsistance ou au-dessous. Les arrangements les plus fréquents pour la location de la terre sont les suivants: 53 pour cent en espèces; 21 pour cent en espèces, une partie du chaume allant au propriétaire pour le bétail; 10,8 pour cent du loyer, 50 pour cent de la récolte allant au propriétaire.
43. Les familles indiquent régulièrement que le manque de semences et le manque d'eau, pour la culture et pour la consommation du ménage, constituent un obstacle majeur à la sécurité alimentaire.

⇒ *Tendances des catastrophes*

44. Les résultats de l'enquête standard sur les aliments et les moyens de subsistance indiquent que les communautés de la bande aride d'Amérique centrale ont subi de manière répétée les mêmes types de catastrophe ces dernières années. D'une manière générale on observe une récurrence accrue et une plus grande régularité des catastrophes naturelles, notamment de la sécheresse, et des fléaux qui s'ensuivent ainsi que des maladies touchant les récoltes et le bétail dans les périodes de crise. Les réponses des communautés aux questions de l'enquête montrent les conséquences des catastrophes qui ont régulièrement touché la région au cours des trois dernières années, compromettant les moyens de subsistance, en épuisant les actifs et en empêchant le rétablissement d'un niveau de subsistance minimum.

⇒ *Mécanismes de survie*

45. Quand elles sont menacées par des catastrophes naturelles et par des crises économiques, les familles recourent souvent à des mécanismes de survie qui compromettent la sécurité de leurs moyens de subsistance à long terme: épuisement des actifs (vente de petits animaux); réduction de la qualité et de la quantité des aliments, se traduisant par une dégradation du régime alimentaire de la famille et de la nutrition des enfants; migrations temporaires et permanentes; retrait des enfants de l'école afin qu'ils puissent participer aux activités de la famille ou pour réduire les dépenses. Dans la bande aride, les crises répétées empêchent les familles qui s'en tirent difficilement de récupérer suffisamment pour faire face à leurs besoins alimentaires minimums.



⇒ **Déficits alimentaires saisonniers**

46. Les ménages de toute la bande aride sont confrontés à une période saisonnière de grave insécurité alimentaire —environ cinq mois— d'avril à la fin août. Durant cette période de soudure, l'alimentation consiste seulement en céréales de base, en sel et en légumineuses. Les quantités consommées sont très réduites, de même que le nombre de repas par jour. Il n'est pas rare que les familles épuisent les réserves alimentaires et les animaux qu'elles possèdent parce qu'elles n'ont pas de quoi se nourrir. Il est capital d'assurer la soudure alimentaire saisonnière pour prévenir l'augmentation de la malnutrition. Si une catastrophe survient durant cette période critique, les gens peuvent se trouver démunis de toute nourriture et privés de tout moyen de survie.

⇒ **Accès à de l'eau saine et à l'assainissement**

47. L'insécurité alimentaire et la malnutrition sont aggravées par le manque d'eau, de services de santé et d'assainissement. Près de 70 pour cent des communautés n'ont pas de centre de santé et 50 pour cent n'ont pas de puits d'eau saine. La médiocrité des services d'approvisionnement en eau et d'assainissement aggrave la malnutrition chronique.

⇒ **Maintien des enfants à l'école**

48. Dans les communautés gravement touchées par la sécheresse, 25 pour cent des ménages ont indiqué que pour faire face aux besoins de la famille ils retireraient les enfants de l'école. Au Honduras 43 pour cent des ménages et au Nicaragua 26 pour cent des ménages ont recouru à cette mesure pendant la dernière crise.

⇒ **Migrations**

49. Les catastrophes à répétition provoquent l'émigration dans d'autres pays où peuvent être trouvés des moyens de subsistance. L'émigration résulte d'un cycle irréversible d'épuisement des actifs et de l'existence de quelques possibilités d'emploi pendant des périodes critiques. Le renforcement des capacités des femmes à faire face en qualité de chefs de ménage peut les aider à supporter le fardeau supplémentaire qui leur incombe du fait de l'émigration.

Rôle de l'aide alimentaire

50. L'aide alimentaire fournira:

- un appui nutritionnel aux familles victimes de catastrophes, notamment aux femmes et aux enfants;
- un environnement favorable à la création d'actifs permettant d'atténuer les effets des catastrophes et d'améliorer l'apport alimentaire des ménages;
- un appui alimentaire pour aider à stabiliser les taux de scolarisation et à maintenir les enfants à l'école.

Approches du programme

51. Comme les catastrophes climatiques et les crises économiques mettent périodiquement les familles dans des situations d'extrême pénurie et de redressement, le PAM aidera les gouvernements à mettre au point des mesures souples pour faire face aux besoins alimentaires immédiats et des mesures à plus long terme. L'IPSR adoptera donc des



méthodes permettant de répondre avec plus de souplesse aux besoins alimentaires quand et où il y a lieu.

52. **Les méthodes de ciblage** concernent les communautés dans lesquelles les besoins alimentaires sont les plus grands et font appel à des critères de sélection standard dans les quatre pays:

- Indicateurs de ciblage géographiques pouvant déclencher des mesures de secours:
 - ◇ régions touchées par une crise particulière;
 - ◇ distribution des pluies inférieure à la moyenne; et
 - ◇ récoltes inférieures de 50 pour cent à la normale.
- Communautés/familles victimes d'une crise dans laquelle on observe:
 - ◇ une récolte déficitaire de plus de 50 pour cent;
 - ◇ une prévalence de la malnutrition nettement supérieure à la moyenne nationale;
 - ◇ une insécurité alimentaire provoquant une augmentation brutale de la prévalence de la malnutrition aiguë;
 - ◇ des femmes vulnérables ayant besoin d'un appui nutritionnel; et
 - ◇ des agriculteurs sans terre, qui louent, ou de petits propriétaires possédant moins de 1 hectare, en particulier des ménages ayant à leur tête une femme.

53. Les principales **approches de la programmation** sont les suivantes:

- aménager une grande souplesse au niveau de la planification des ressources nécessaires pour mettre en place des mesures d'urgence tenant compte des besoins;
- suivre la situation dans la bande aride et dans d'autres régions touchées par des crises;
- mobiliser des ressources supplémentaires localement, notamment quand de graves crises se produisent;
- renforcer les partenariats et élargir les programmes communs pour assurer à temps l'arrivée d'intrants adéquats appuyant les activités de redressement et d'alimentation complémentaire et thérapeutique;
- renforcer aux niveaux national, local et communautaire les moyens de planification et de réaction aux catastrophes ainsi que les moyens d'ACV;
- établir des plans assurant la liaison avec les programmes de pays; et
- mettre en route des activités d'information et préparer notamment de la documentation sur les objectifs et les initiatives de l'IPSR qui fassent mieux connaître par exemple les raisons pour lesquelles les groupes marginalisés et les femmes n'ont pas accès aux actifs, y compris à la terre.

Évaluation des risques

54. Les facteurs suivants, indépendants du PAM, pourraient influencer l'efficacité de la présente IPSR:

- changements des priorités de financement résultant de l'insuffisance des ressources fournies par le gouvernement, les donateurs ou les partenaires;
- manque de fiabilité et retard des données sur le suivi de l'état nutritionnel fournies par les partenaires;



- inaccessibilité des secteurs en situation d'urgence du fait des dégâts subis par l'infrastructure ou de l'insécurité;
 - manque de financement de contrepartie pour les opérations conjointes du fait de restrictions budgétaires inattendues; et
 - personnel opérationnel insuffisant en raison de la restructuration de la contrepartie.
55. Ces risques seront suivis et des stratégies seront mises au point selon les besoins pour atténuer les effets sur l'exécution.

Objectifs

56. L'objectif principal de la présente IPSR est d'améliorer, au plan des vivres, de la nutrition et des moyens de subsistance, la sécurité des familles victimes de crises récurrentes en prévoyant au niveau du gouvernement et de la communauté des mesures souples et efficaces.
57. L'IPSR renforcera la capacité de réponse aux besoins alimentaires d'urgence et facilitera le redressement des populations en proie aux crises en mettant en œuvre des activités de secours et de relèvement.
58. Les objectifs de la composantes secours sont les suivants:
- faire face aux besoins alimentaires minimums en cas d'inondations, de sécheresses et d'autres crises menaçant la sécurité alimentaire immédiate des familles pauvres; et
 - faciliter la récupération nutritionnelle des enfants, des femmes et des familles victimes de crises répétées.
59. Les objectifs de la composante relèvement sont les suivants:
- permettre aux familles de préserver et de constituer des avoirs pour amortir les effets des crises, en faisant en sorte qu'un minimum de 50 pour cent des avoirs relèvent des femmes;
 - prévenir la déperdition nutritionnelle des enfants et des femmes; et
 - renforcer les capacités gouvernementales et locales en ce qui concerne la planification et les mesures prévues en cas de crises à répétition.
60. Les ressources seront réparties entre les composantes et les pays (conformément aux directives du PAM) en fonction des besoins, compte tenu de la fréquence et de la gravité des crises.

PLAN D'EXÉCUTION PAR COMPOSANTE

Principales composantes du programme

61. L'IPSR appuiera deux principales composantes du programme:
- **Secours—Réaction rapide et efficace aux crises.** La capacité de réaction sera renforcée aux niveaux national et local par la planification des mesures d'urgence, le suivi de la sécurité alimentaire, nutritionnelle et des moyens de subsistance et la distribution d'aliments. Les mécanismes de distributions d'aliments prévoieront l'alimentation des groupes vulnérables et la création de petits avoirs, là où c'est possible, afin de prévenir la dépendance (par exemple, dispositifs d'alimentation en eau et d'assainissement et reconstruction de l'infrastructure endommagée). Cette



composante atteindra 30 pour cent de tous les bénéficiaires de l'IPSR et recevra 40 pour cent du tonnage de vivres. Quarante-vingt pour cent des vivres seront distribués aux femmes.

- **Redressement—Prévention des crises par l'appui aux moyens de subsistance.** La principale activité au titre de cette composante consiste à aider les familles victimes de crises à répétition par des activités appuyant leurs moyens de subsistance. Les principaux éléments de la composante sont la prévention d'une dégradation de l'état nutritionnel et de la sécurité alimentaire et la création d'actifs pouvant atténuer les effets des catastrophes naturelles. Cette composante atteindra 70 pour cent des bénéficiaires de l'IPSR et recevra 60 pour cent du tonnage de vivres. Cinquante pour cent des actifs seront dirigés vers les femmes. Les activités incluent:
 - ◇ prévention de la dégradation de la sécurité alimentaire et nutritionnelle par la création de filets de sécurité (alimentation scolaire, programmes de santé maternelle et infantile);
 - ◇ création d'actifs pour atténuer les effets des catastrophes naturelles et renforcer les moyens de subsistance; et
 - ◇ renforcement du potentiel au niveau communautaire pour faire face aux crises récurrentes¹.

Besoins des bénéficiaires et assortiment alimentaire

62. Une ration standard modifiable en fonction de l'évolution des besoins a été conçue pour prévenir une augmentation de la malnutrition aiguë dans un contexte où les ménages sont confrontés à une grave insécurité alimentaire, même lorsque des activités vivres pour la création d'actifs sont exécutées. Dans les secteurs où la prévalence de la malnutrition aiguë justifie une alimentation complémentaire, ces activités se conformeront aux directives du PAM et utiliseront les mêmes produits que ceux de la ration standard.
63. Les rations standard destinées aux opérations de secours et de redressement sont présentées au tableau 5. La ration, établie en fonction de considérations nutritionnelles et des habitudes de consommation locales, a été calculée sur la base de 2 100 kilocalories par personne par jour, et a une teneur suffisante en protéines et en matières grasses. La ration effective sera établie sur la base d'une évaluation effectuée pendant la saison de soudure pour mieux comprendre les carences alimentaires et la taille des familles dans les quatre pays. La ration standard comportera en outre des aliments composés et de l'huile enrichie en vitamine A en vue de réduire la forte prévalence de carences en micronutriments (anémie notamment) dans la région.

¹ Les nombres de bénéficiaires effectifs seront déterminés par le niveau de kilocalories de la ration finale, la proportion entre les deux composantes et la répartition finale des bénéficiaires entre les catégories d'activités (alimentation scolaire, vivres-contre-travail).



**TABLEAU 4: NOMBRES DES BÉNÉFICIAIRES ET BESOINS ALIMENTAIRES
PAR COMPOSANTE
MARS 2003–FÉVRIER 2006**

Pays	Composante	Nombre annuel de bénéficiaires			Aliments nécessaires (tonnes)
		Femmes	Hommes	Total	
El Salvador	Secours Intervention d'urgence, création d'actifs essentiels	15 500	14 500	30 000	7 560
	Redressement Création d'actifs matériels et humains	36 500	33 500	70 000	14 700
	Total	52 000	48 000	100 000	22 260
Guatemala	Secours Intervention d'urgence, création d'actifs essentiels	33 000	27 000	60 000	15 120
	Redressement Création d'actifs matériels et humains	77 000	63 000	140 000	29 400
	Total	110 000	90 000	200 000	44 520
Honduras	Secours Intervention d'urgence, création d'actifs essentiels	50 400	21 600	72 000	18 144
	Redressement Création d'actifs matériels et humains	84 000	84 000	168 000	16 632
	Total	134 400	105 600	240 000	34 776
Nicaragua	Secours Intervention d'urgence, création d'actifs essentiels	22 500	22 500	45 000	11 340
	Redressement Création d'actifs matériels et humains	52 500	52 500	105 000	17 055
	Total	75 000	75 000	150 000	28 395
Total général		371 400	318 600	690 000	129 951



TABLEAU 5: ASSORTIMENT ALIMENTAIRE—RATION STANDARD ET ALIMENTATION SCOLAIRE (par personne par jour)

	Ration standard (grammes)	Ration pour l'alimentation scolaire (grammes)
Céréales	400	80
Légumineuses	40	40
Mélange maïs-soja	100	20
Huile végétale	20	10
Kilocalories	2 100	578
Protéines (grammes)	70	19
Matières grasses (grammes)	43	15

Sélection d'activités

64. Les activités seront identifiées et planifiées au niveau local par des méthodes d'évaluation rapide et avec la participation de la population. Le PAM et ses partenaires feront appel aux comités locaux existants (développement, atténuation des effets des catastrophes, écoles, etc.) et aux autorités locales pour établir des plans d'intervention, identifier les mesures à prendre et assurer la participation de la communauté à la sélection et à la mise en œuvre des activités. Le PAM conclura des accords stratégiques avec les ONG associées à l'opération, la priorité allant à celles qui ont l'expérience de la mobilisation des ressources et du travail avec les communautés. Des concertations régulières avec les autorités gouvernementales appropriées, les partenaires des Nations Unies (UNICEF, Bureau des services d'appui aux projets de l'ONU, OPS), les ONG et les organisations communautaires assureront la compatibilité des évaluations des ACV, des évaluations de l'état nutritionnel, de l'application des critères de ciblage, de la mise en œuvre des stratégies et des activités de plaidoyer dans les quatre pays.

⇒ Secours

65. **El Salvador.** Une attention spéciale ira aux groupes vulnérables, au ciblage des enfants de moins de 5 ans, des femmes enceintes et des mères allaitantes. La création d'actifs essentiels pour améliorer la réaction communautaire portera notamment sur la collecte d'eau de pluie, la construction de latrines, des mesures d'assainissement et d'hygiène, surtout dans les régions à forte concentration de populations exposées aux catastrophes. L'expérience du PAM après le cyclone Mitch et les tremblements de terre de 2001 a démontré l'importance de la formation dans ces domaines pour éviter la propagation des maladies.

66. **Guatemala.** L'alimentation des groupes vulnérables et l'aide alimentaire avec création d'actifs essentiels (eau et installations sanitaires) renforceront les secours et répondront aux besoins alimentaires initiaux. Pour améliorer la consommation alimentaire et la santé familiale, les activités de formation porteront notamment sur les systèmes domestiques d'approvisionnement en eau potable, le drainage des eaux sales, l'utilisation de latrines, la préparation des aliments et l'hygiène nutritionnelle des femmes enceintes et des mères allaitantes. L'IPSR continuera de suivre l'état nutritionnel des enfants souffrant de malnutrition aiguë qui font l'objet de l'opération d'urgence 2002.



67. **Honduras.** Les activités appuieront l'amélioration de l'état nutritionnel des enfants, des femmes enceintes et des mères allaitantes en créant des actifs essentiels comme des équipements d'approvisionnement en eau et une infrastructure sanitaire dans les centres de santé. Les activités de création d'actifs prévoient une formation en santé, nutrition et assainissement.
68. **Nicaragua.** Les activités de secours visent à améliorer l'état nutritionnel des femmes enceintes et des mères allaitantes, ainsi que la santé des nouveau-nés par la fourniture d'aliments enrichis en micronutriments. Les petits agriculteurs et les travailleurs ruraux sans terre recevront de la nourriture contre la réparation de l'infrastructure endommagée et la construction d'actifs essentiels comme des systèmes d'adduction d'eau.

⇒ **Redressement**

69. **El Salvador.** Après les mesures immédiates l'activité vivres pour la création d'actifs renforcera la capacité des gens à supporter de nouvelles crises tout en répondant à leurs besoins alimentaires. Avec les activités vivres-contre-travail et vivres pour la formation le PAM mettra en place des actifs humains, sociaux, naturels et financiers.
70. La construction des équipements suivants atténuera les effets de catastrophes naturelles récurrentes: barrages et systèmes de drainage dans les secteurs exposés aux inondations, structures de retenue des eaux et puits profonds dans les régions touchées par la sécheresse; structures de conservation du sol et de l'eau; diversification des cultures. Ces mesures aideront à augmenter la production vivrière et ajouteront de la valeur aux produits agricoles de base. Une meilleure commercialisation de cultures de remplacement constituera un élément important des activités exécutées avec des partenaires.
71. **Guatemala.** L'établissement de partenariats, l'augmentation du potentiel par la participation et l'obtention de moyens de production aideront à renforcer les moyens de subsistance. Les activités vivres pour la création d'actifs et vivres pour la formation renforceront les actifs humains, sociaux, naturels et financiers. Les actifs matériels et naturels incluent la construction de micro-systèmes d'irrigation, de pépinières, de jardins et de terrasses familiaux/communautaires qui contribueront à améliorer la productivité de la terre, la disponibilité alimentaire et les revenus familiaux. Les actifs sociaux incluent la création de réseaux de communication informels et formels. Les femmes et les hommes recevront une formation portant sur la prévention des catastrophes et l'atténuation de leurs effets, ainsi que sur l'amélioration de l'organisation communautaire.
72. **Honduras.** Les activités ont pour but d'améliorer l'état nutritionnel et de prévenir la déperdition nutritionnelle des enfants d'âge pré-scolaire et des enfants des écoles primaires, ainsi que de stabiliser la scolarisation et la fréquentation scolaire, en particulier pendant la période de soudure durant laquelle les parents enlèvent leurs enfants de l'école. Leurs mise en œuvre implique un ciblage minutieux des municipalités dans lesquelles la prévalence de la malnutrition chronique chez les enfants de moins de 5 ans dépasse 50 pour cent; l'implication des conseils municipaux représentant les écoles les plus pauvres; l'établissement de partenariats avec les ONG appropriées. Le nombre estimatif de bénéficiaires est de 168 000 enfants par an.
73. **Nicaragua.** La création d'actifs portera essentiellement sur l'accès à l'eau dans les municipalités exposées à des sécheresses récurrentes (micro-irrigation et approvisionnement en eau, puits), le reboisement et la conservation des sols. Les activités essentielles dans les secteurs exposés aux inondations incluront la construction de digues et de ponts, le détournement de cours d'eau, l'entretien des routes et l'amélioration de l'accès à de l'eau saine et à des installations sanitaires. Chaque année, un nombre estimé à 45 000 enfants d'âge pré-scolaire et d'écoliers du primaire recevront des rations scolaires,



dans le but de promouvoir la scolarisation et la fréquentation scolaire et de réduire les abandons. Les activités d'alimentation scolaire promouvoir en outre la participation des parents par la création d'associations parents-enseignants. La formation à la manipulation et à la préparation des aliments ainsi qu'aux pratiques sanitaires améliorera la participation des femmes aux comités scolaires à des postes de décision.

Mécanismes d'approbation des activités

74. **El Salvador.** Le PAM et les partenaires chargés de l'exécution signeront un accord couvrant le nombre de familles, les rations et les modalités de distribution. Les femmes joueront le principal rôle dans toutes les opérations et l'on s'emploiera à renforcer leur pouvoir de décision. Pour l'identification des activités on utilisera des méthodes faisant appel à la participation.
75. **Guatemala.** On choisira les populations cibles par des exercices d'évaluation rapide faisant appel aux indicateurs standard et aux critères décrits dans le présent document. Les indicateurs seront affinés avec les partenaires dans les communautés ciblées. Des activités spécifiques seront identifiées sur la base d'évaluations rurales rapides effectuées conjointement avec les communautés et les contreparties.
76. **Honduras.** Pour la sélection et la mise en œuvre des activités le Service de coordination générale du COMUS collaborera avec les ministères chargés de l'exécution. Le PAM, le Service de coordination générale et les principaux partenaires passeront en revue et choisiront les propositions d'activités. Sur le terrain les services locaux et les conseils de développement municipaux contrôleront l'exécution. Le Ministère de l'éducation —dans le cadre du COMUS— sera responsable de l'exécution, du suivi et de l'évaluation des activités par le biais du Service d'appui à l'alimentation scolaire du ministère.
77. **Nicaragua.** Les activités seront définies en fonction des plans municipaux et des besoins et priorités communautaires. Comme dans la région les femmes participent peu aux décisions, des mesures spéciales seront prises pour renforcer leur rôle dans la communauté.

Dispositions institutionnelles et partenaires

78. L'aide du PAM sera fournie dans les cadres nationaux (bilan commun de pays/ Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement) et dans le cadre de stratégies coordonnées avec les donateurs. Le PAM et l'OPS/OMS collaboreront au renforcement des plans d'urgence communautaires dans les régions frappées par la sécheresse conformément au Memorandum d'accord PAM/Institut nutritionnel d'Amérique centrale et du Panama/ OPS qui souligne l'importance des activités de détection précoce de la dégradation de l'état nutritionnel dans les secteurs à haut risque. L'UNICEF s'est engagé à participer, notamment aux activités de suivi et d'alimentation thérapeutique, s'il en est besoin. La collaboration avec l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) portera notamment sur l'amélioration des Systèmes d'information et de cartographie de l'insécurité alimentaire et de la vulnérabilité, ainsi que sur l'initiative de gestion et de prévention des catastrophes au niveau régional.
79. Les ONG partenaires seront choisies parmi les organisations qui: i) ont des objectifs communs avec le PAM; ii) ont des capacités d'exécution avérées; iii) sont présentes localement dans la bande aride; iv) fournissent des ressources complémentaires (articles non alimentaires, aide technique, formation, etc.); et v) appliquent la politique du PAM à l'égard des femmes. L'Organisation internationale de perspective mondiale (WVI) et le PAM s'emploieront à mettre en œuvre le cadre stratégique de WVI contre la sécheresse.



80. Des lettres d'accord soulignant les responsabilités et les obligations seront signées; elles feront référence aux Engagements du PAM en faveur des femmes et à l'accès des femmes aux actifs, y compris à la terre, dans les activités soutenues par le PAM. Dans chaque pays des équipes spéciales feront en sorte que les femmes soient au centre de l'opération.
81. La présente IPSR a été préparée avec la contribution de l'UNICEF, de l'OPS, de la FAO, d'ONG et des contreparties gouvernementales appropriées. L'USAID et l'UNICEF ont participé à l'évaluation standard des besoins en aliments et en moyens de subsistance de l'ACV. Le PAM continuera à rechercher la collaboration avec l'UNICEF pour la mise en œuvre et le suivi et à promouvoir la coordination entre les donateurs pour faire en sorte que tous les intrants nécessaires soient disponibles à temps. Des contacts ont été pris avec d'importants donateurs qui ont été consultés sur la stratégie et sur les modalités de mise en œuvre.

Contributions gouvernementales

82. La mise en œuvre de l'IPSR fera appel à plusieurs ministères de contrepartie en fonction des activités qui doivent être exécutées dans les pays respectifs. Les contributions gouvernementales devraient être alignées sur les niveaux de ressources des IPSR antérieures.
83. **El Salvador.** Le Département de l'aide alimentaire (DAA), émanation du Secrétariat national à la famille (SNF) et contrepartie gouvernementale du PAM en El Salvador, évalue et approuve les activités conjointement avec le PAM. Le gouvernement gère les entrepôts et il est responsable du stockage, du transport et d'autres dispositions logistiques. Un accord-cadre a été conclu avec plusieurs ONG, notamment la Société coopérative pour l'aide au monde entier (CARE), les Services de secours catholique (CRS), la Fédération luthérienne mondiale, et la Croix-Rouge salvadorienne. Chacun de ces partenaires travaille avec un vaste réseau d'ONG locales (plus de 100) à la mise en œuvre des activités.
84. **Guatemala.** Le Ministère de l'agriculture et de l'élevage est la contrepartie gouvernementale pour cette IPSR et assure la coordination, la supervision et le suivi. Le Ministère de la santé coordonne le suivi du poids et de la taille des enfants de moins de 5 ans et contrôle la santé des femmes enceintes et des mères allaitantes. Les partenaires chargés de l'exécution des activités nutritionnelles sont notamment le Bureau de la première Dame, l'UNICEF, Action contre la faim, *World Vision*, la Croix-Rouge et Intervida. Participent activement aux activités de redressement la FAO, le Projet pour le développement intégré des communautés rurales, *Prodeco Sur* (Projet de développement communautaire), CARITAS, et la Croix-Rouge guatémaltèque, Club 700, *Pastoral Social de Jalapa*, le Fonds national pour la paix, les services techniques municipaux et les ONG locales.
85. **Honduras.** COMUS et le Comité national pour l'alerte rapide sont les principales contreparties nationales pour cette IPSR. COMUS regroupe les Ministères de la santé, de l'agriculture et des ressources naturelles, le Ministère public du travail, des transports et du logement, les municipalités locales, des ONG et le Groupe d'atténuation des effets des catastrophes du Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement. Le Comité national pour l'alerte rapide fait partie de l'initiative régionale CEPREDENAC. Parmi les ONG participant aux activités de secours figurent les Services de secours catholique, WVI, *Save the Children Fund* et *Ayuda en Acción*. Les partenaires pour l'alimentation scolaire sont le Ministère de l'éducation, *International Foster Plan*, CARE et *Ayuda en Acción*. COMUS assurera l'exécution de cette composante. Le Ministère de la santé, le PAM, l'UNICEF, l'OPS/OMS, CRS, WVI et d'autres partenaires participent à l'exécution.



86. **Nicaragua.** Le Ministère de l'agriculture sera la contrepartie pour cette IPSR et se chargera des activités de création d'actifs. Les activités des groupes vulnérables seront exécutées avec le Ministère de la santé, et les activités d'alimentation pré-scolaire et scolaire avec les Ministères de l'éducation et de la famille. La coordination entre le PAM, USAID et les organisations volontaires privées américaines sera assurée et le suivi nutritionnel sera coordonné avec le Ministère de la santé, l'Institut nutritionnel d'Amérique centrale et du Panama/OPS et l'UNICEF. Un système de suivi de la sécurité alimentaire amélioré sera mis en service avec le Service de la sécurité alimentaire du Ministère de l'agriculture.

Renforcement du potentiel

87. Le PAM appuiera les mesures engagées par le gouvernement et par les Nations Unies en matière de formation pour accroître l'efficacité de la gestion des catastrophes et de la planification des interventions d'urgence, et pour dépister plus systématiquement l'insécurité alimentaire et nutritionnelle. La formation mettra l'accent sur l'organisation d'interventions en cas de catastrophe locale et sur la coordination entre les mécanismes communautaires et l'administration locale. La formation aux méthodologies de l'ACV et au suivi de la sécurité alimentaire et nutritionnelle auprès de l'Institut nutritionnel d'Amérique centrale et du Panama/OPS et de l'UNICEF revêt une importance particulière.
88. La formation sera administrée à partir du bureau régional et des bureaux de pays et mettra l'accent sur le développement du potentiel local. Les femmes seront formées en priorité et se verront attribuer des rôles spécifiques pour faire face aux catastrophes. Les femmes représentent actuellement 52 pour cent de tous les membres du personnel des bureaux de pays et du bureau régional. Le service d'ACV établira dans ces bureaux des modules de formation sur la base des résultats de l'évaluation standard des aliments et des moyens de subsistance qui a servi à préparer la présente IPSR. La contribution du PAM aux évaluations des aliments et des moyens de subsistance complétera les apports des partenaires en matière de nutrition.

Dispositions logistiques

89. Si les ressources voulues sont disponibles, le mieux est de reprendre ce qui a été fait dans l'IPSR précédente en achetant localement quand c'est possible. Cette méthode s'est avérée d'un bon rapport coût-efficacité et ne perturbe pas le marché local. Il faudra revoir deux fois par an les matrices de transport terrestre, entreposage et manutention (TTEM) des quatre pays.
90. **El Salvador.** Les questions de logistique seront coordonnées avec le SNF. Le transport au point de distribution finale (PDF) sera assuré par les ONG, CARE, CRS, *Action by Churches Together*, et *Fundación Salvadoreña para el Desarrollo Económico y Social*, en concertation avec le SNF/DAA et le PAM. Le gouvernement prendra en charge 50 pour cent du TTEM.
91. **Guatemala.** Les contributions en nature sont reçues à Puerto Santo Tomás de Castilla et transportées dans l'un des cinq principaux entrepôts gouvernementaux (Frajanes, Retalhuleu, Chimaltenango, Quetzaltenango et Amates). Ces entrepôts occupent des positions stratégiques et totalisent une capacité de 28 440 tonnes qui peut être portée à 40 000 tonnes. Ces produits sont transportés des points de livraison avancés à l'un des 96 PDF situés dans les départements les plus touchés du pays. Les quantités manipulées dans chaque PDF sont faibles, ce qui augmente les coûts de transport logistiques et les activités de suivi. Le gouvernement couvrira 50 pour cent du TTEM.



92. **Honduras.** L'aide alimentaire arrivera à Puerto Cortés. Le PAM et COMUS se chargeront de la réception et du dédouanement, du transport, de la manutention et du stockage dans les entrepôts de San Pedro de la Sula, San Lorenzo, et Tegucigalpa. Une fois que les produits sont sortis de ces entrepôts, le personnel de contrepartie et les partenaires sont responsables de leur réception dans les entrepôts municipaux, où les partenaires et les autorités locales assurent la livraison finale.
93. **Nicaragua.** Les produits alimentaires seront réceptionnés au port de Corinto et d'abord déposés dans l'entrepôt central. Trois entrepôts nouveaux seront établis dans la région côtière de l'Atlantique nord, à Waspan, Puerto Cabezas et Siuna afin de faciliter les livraisons dans cette partie isolée du pays. Les organisations communautaires assureront le transport des entrepôts aux points de distribution.

Suivi et évaluation

94. L'IPSR adoptera un système de suivi-évaluation axé sur les résultats afin de remplir les conditions standard en matière d'établissement de rapports, de comptabilité et d'informations sur la gestion. Un système de suivi-évaluation unique sera conçu en liaison avec l'ACV et mis en service dans les quatre pays. Les données réunies sur le terrain seront regroupées au bureau régional et analysées au niveau régional et à celui des pays. Le système de suivi-évaluation commun prévoit:
- une série commune d'indicateurs (nutrition, moyens de subsistance et renforcement du potentiel) permettant de relier la prévalence de la malnutrition aiguë chez les enfants et les résultats de l'ACV;
 - la réunion de données de référence sur l'évaluation standard des aliments et des moyens de subsistance et sur les enquêtes sur l'alimentation scolaire;
 - une série commune de formulaires de comptes-rendus;
 - une section spéciale pour suivre la problématique hommes-femmes au cours de la mise en œuvre, en utilisant des données ventilées par sexe (Engagements du PAM en faveur des femmes); et
 - des contrôleurs des aliments détachés pour suivre les livraisons alimentaires.
95. Le système de suivi-évaluation suivra l'état nutritionnel, la situation alimentaire et les moyens de subsistance des familles, notamment dans la bande aride. Trois démarches principales sont prévues: entretiens avec les communautés, discussions de groupe centrées sur les moyens de subsistance et enquêtes dans les ménages. Des informations thématiques sur l'efficacité de l'action du PAM et l'adéquation des activités seront ainsi obtenues; elles permettront aux bureaux de pays et aux contreparties nationales de réagir avec souplesse face aux crises et de réorienter les activités en fonction de l'évolution des besoins nutritionnels.
96. Une évaluation à mi-parcours effectuée au bout de 18 mois renforcera les données du suivi et permettra de déterminer l'efficacité de l'intervention du PAM. L'utilisation de critères de ciblage standard, la planification locale des interventions d'urgence, la coordination entre les communautés et les autorités locales seront examinées dans les quatre pays.



Mesures de sécurité

97. Un poste de responsable régional de la sécurité des Nations Unies a été récemment établi par UNSECOORD (Coordonnateur de la sécurité des Nations Unies) au Guatemala. L'établissement de normes minimales de communications pour assurer la sécurité sur le terrain reste prioritaire. Cela suppose la mise au point d'un réseau radio haute fréquence pour permettre les communications entre les quatre bureaux de pays et le bureau régional. Les taux élevés de criminalité, enlèvement, vol à mains armées, interception de voitures et menus larcins, joints à la menace de catastrophes naturelles majeures survenant brutalement exigent des mesures de prévention au niveau des pays et au niveau régional. Les membres du personnel du PAM nouvellement recrutés recevront une formation à la sécurité.

Stratégie de retrait

98. Si les circonstances sont favorables, les gouvernements seront en mesure de faire face aux catastrophes naturelles et aux crises économiques et d'axer les activités de redressement sur le renforcement des moyens de subsistance. Toutefois, l'impact de catastrophes telles qu'El Niño et la chute des prix du café et d'autres cultures d'exportation, joint au manque de moyens des familles confrontées à des crises en série risquent de ne pas leur permettre d'assurer leurs besoins alimentaires dans un avenir prévisible.

99. Cette situation exige un renforcement des moyens. Une augmentation du potentiel des gouvernements pourrait permettre au PAM d'échelonner ou de retirer des éléments de l'opération à la fin de l'IPSR. Les ressources gouvernementales, tant humaines que financières, seront indispensables pour financer et mettre en œuvre des mesures appropriées aux niveaux national et local. Les gouvernements devront aussi prendre en charge les opérations d'ACV et de suivi. Le PAM continuera de plaider en faveur de la fourniture de ressources aux populations des régions marginales exposées à des catastrophes.

Mécanisme d'urgence

100. Un mécanisme régional de planification d'interventions d'urgence dépendant du PAM et des gouvernements assurera concurremment avec les plans des pays une allocation efficace des ressources. Les mécanismes de planification régionale prévoient: la mise à jour des plans d'urgence des bureaux de pays; le déploiement de personnel expérimenté dans la région; l'utilisation en temps voulu des réserves alimentaires; et des évaluations rapides. Au stade de la planification il faudra faire en sorte que les aliments parviennent à ceux qui en ont le plus besoin quel que soit le lieu où ils se trouvent dans les quatre pays.

101. Des fonds supplémentaires ne sont pas recherchés dans le cadre de cette IPSR, mais il pourra être nécessaire de procéder à des délégations d'autorité pour modifier la répartition des produits et des fonds entre les activités en fonction de la fréquence et de la gravité des crises récurrentes.

RECOMMANDATION

102. Il est recommandé au Conseil d'administration d'approuver l'IPSR dans les limites du budget présenté aux annexes I et II.



ANNEXE I

VENTILATION DES COÛTS DU PROJET

	Quantité (tonnes)	Coût moyen par tonne	Valeur (dollars)
COÛTS POUR LE PAM			
A. Coûts opérationnels directs			
Produits ¹			
– Maïs	89 006	127 00	11 303 763
– Légumineuses	13 399	522 00	6 994 278
– Huile végétale	5 294	666 00	3 525 804
– Mélange maïs-soja	22 252	265 00	5 896 780
Total, produits	129 951		27 720 625
Transport extérieur		107 28	13 941 144
Total, TTEM		45,30	5 887 312
Autres coûts opérationnels directs		10,67	1 386 043
Total, coûts opérationnels directs		376,57	48 935 124
B. Coûts d'appui directs (voir annexe II pour les détails)		27,63	3 589 996
Total, coûts d'appui directs		404,19	52 525 121
C. Coûts d'appui indirects (7,8 pour cent du total des coûts directs)			
Total partiel, coûts d'appui indirects		31,53	4 096 959
COÛTS TOTAUX POUR LE PAM		435,72	56 622 080

¹ Il s'agit d'un assortiment alimentaire indicatif utilisé à des fins budgétaires et d'approbation. La gamme précise de produits et les quantités effectives à fournir au projet, comme dans tous les projets appuyés par le PAM, peuvent varier en fonction des disponibilités.

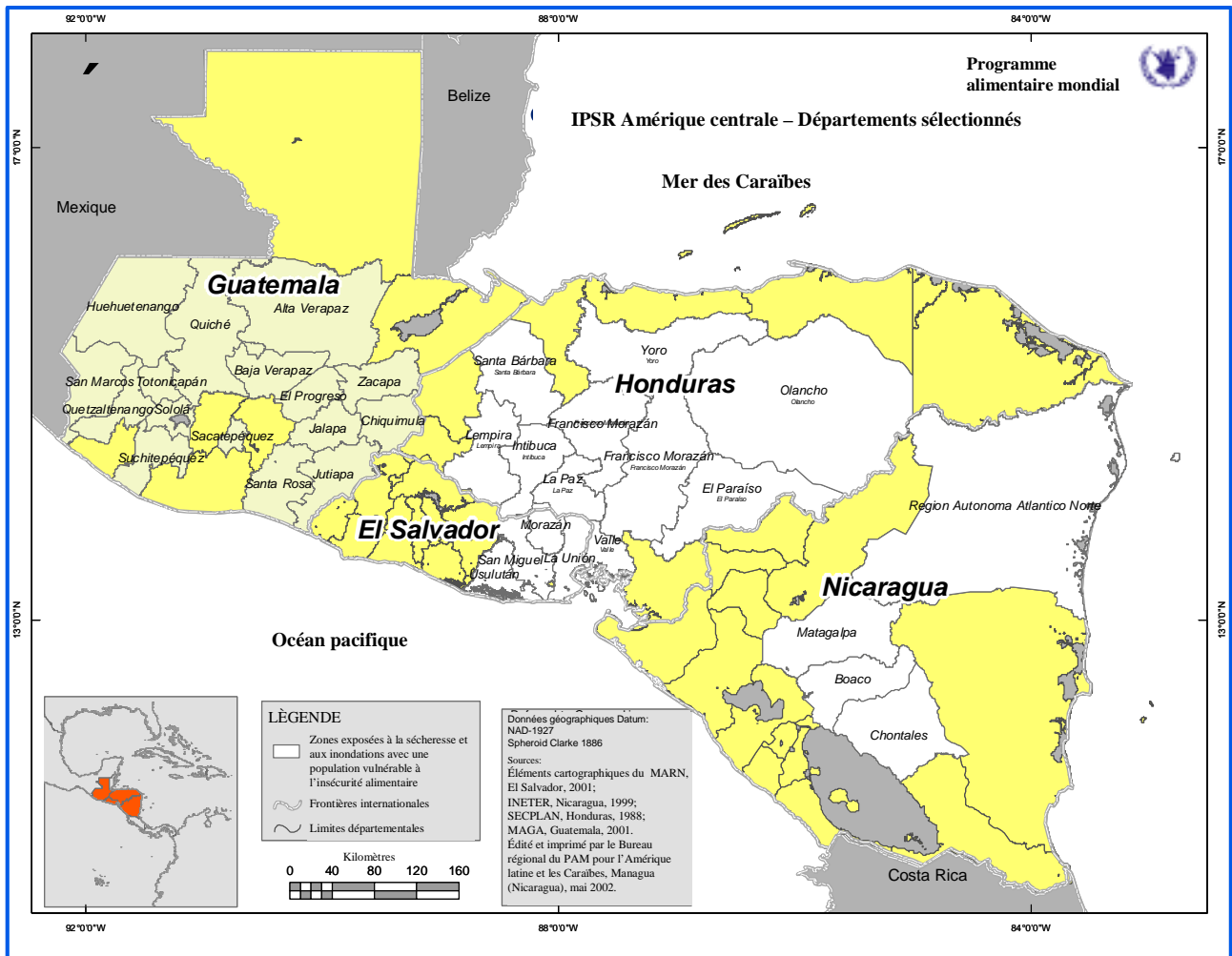


ANNEXE II**BESOINS D'APPUI DIRECTS (dollars)**

Dépenses de personnel	
Personnel international	31 000
Assistance temporaire	38 900
Heures supplémentaires	16 500
Consultants internationaux	15 000
Consultants nationaux	2 212 866
Volontaires des Nations Unies	315 250
Voyages officiels du personnel	205 999
Formation et développement du personnel	110 500
Préparation de projets	20 000
Études de cas	40 000
Publication d'études de cas	10 000
Suivi	30 000
Total partiel	3 046 015
Dépenses de bureau et autres coûts récurrents	
Location de locaux	161 000
Services collectifs	47 500
Fournitures de bureau	31 908
Communication et services TI	49 468
Assurance	29 099
Réparation et entretien du matériel	20 000
Entretien des véhicules et coûts d'exploitation	79 500
Autres dépenses de bureau	11 000
Services des organisations des Nations Unies	12 600
Total partiel	442 075
Matériel et dépenses d'équipement	
Mobilier, outils et matériel	10 000
Véhicules	62 000
Équipement TC/TI	29 906
Total partiel	101 906
TOTAL, COÛTS D'APPUI DIRECT	3 589 996



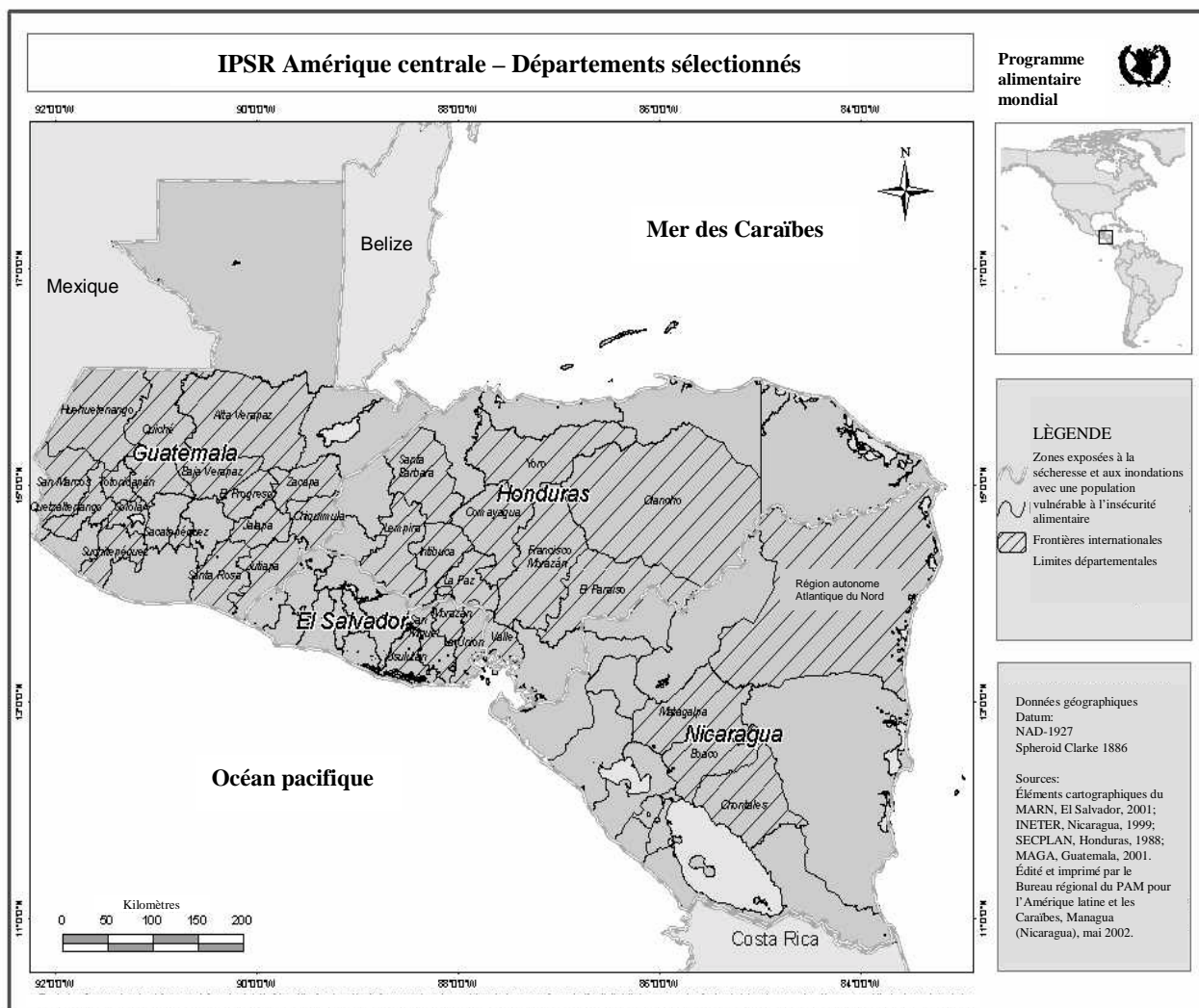
ANNEXE III



Les appellations employées dans cette publication et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part du Programme alimentaire mondial (PAM) aucune prise de position quant au statut juridique des pays, territoires, villes ou zones ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites.



ANNEXE III (suite)



Les appellations employées dans cette publication et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part du Programme alimentaire mondial (PAM) aucune prise de position quant au statut juridique des pays, territoires, villes ou zones ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites.



ANNEXE IV

INDICATEURS

Tous les indicateurs doivent être ventilés par sexe.

Composante secours

⇒ Crises

- Nombre de crises
- Nombre de victimes
- Nombre de personnes aidées par le PAM
- Nombre de personnes déplacées temporairement (moins de trois mois)
- Nombre de repas quotidiens des familles pendant la saison de soudure
- Nombre de produits figurant dans l'alimentation pendant la saison de soudure
- Nombre de repas quotidiens consommés par les familles en dehors de la saison de soudure
- Nombre de produits figurant dans l'alimentation en dehors de la période de soudure

⇒ Nutrition

- Nombre d'enfants recevant des rations supplémentaires complètes
- Niveaux de malnutrition chronique dans les municipalités ciblées
- Changement des niveaux de malnutrition chronique dans la bande aride
- Changement des niveaux de malnutrition aiguë dans la bande aride

⇒ Formation

- Nombre de femmes et d'hommes formés, par thème
- Type de ration reçue, par thème de formation
- Rations alimentaires distribuées, par thème de formation

⇒ Actifs

- Nombre de personnes recevant des rations, par catégorie d'actifs
- Nombre d'actifs créés, par catégories d'actifs, améliorant les conditions sanitaires
- Nombre d'actifs créés, par catégories d'actifs, améliorant l'approvisionnement en eau des ménages
- Nombre d'actifs créés, par catégories d'actifs, augmentant le nombre des produits composant le régime alimentaire des familles
- Pourcentage d'actifs créés par les femmes
- Pourcentage d'actifs entretenus par les femmes
- Pourcentage d'actifs créant un revenu pour les femmes



Composante redressement

⇒ Actifs

- Nombre de personnes recevant des rations, par catégorie d'actifs
- Nombre d'actifs créés, par catégorie d'actifs, réduisant la vulnérabilité aux catastrophes
- Nombre d'actifs créés, par catégorie d'actifs, augmentant le nombre des produits figurant dans l'alimentation des familles
- Nombre d'actifs créés, par catégorie d'actifs, pour améliorer la base de ressources naturelles
- Nombre d'actifs créés, par catégorie d'actifs, pour reconstruire l'infrastructure
- Pourcentage d'actifs créés par les femmes
- Pourcentage d'actifs entretenus par les femmes
- Pourcentage d'actifs générant un revenu pour les femmes

⇒ Formation

- Nombre de formations organisées, par thème
- Nombre d'hommes et de femmes formés, par thème
- Rations alimentaires distribuées par la formation

⇒ Alimentation scolaire

- Pourcentage d'enfants qui reçoivent des rations alimentaires pendant 220 jours
- Pourcentage d'enfants fréquentant l'école (pendant les périodes de soudure et en dehors de celles-ci)
- Pourcentage d'enfants inscrits à l'école, par classe

⇒ Nutrition

- Nombre total d'enfants souffrant de malnutrition chronique dans la bande aride
- Changement des taux de malnutrition chronique dans la bande aride
- Nombre total d'enfants souffrant de malnutrition aiguë dans la bande aride
- Changement des taux de malnutrition aiguë dans la bande aride



LISTE DES SIGLES UTILISÉS DANS LE PRÉSENT DOCUMENT

ACV	Analyse et cartographie de la vulnérabilité
CARE	Société coopérative pour l'aide au monde entier
CEPREDENAC	Centre de coordination d'Amérique centrale pour la prévention des catastrophes naturelles
CII	Compte d'intervention immédiate
COMUS	<i>Comité Multi-Sectorial de la Sequía</i> (Comité multisectoriel de la sécheresse—Honduras)
CRS	Services de secours catholique
DAA	Département de l'aide alimentaire
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
IDH	Indicateur du développement humain
IPSR	Intervention prolongée de secours et de redressement
OMS	Organisation mondiale de la santé
ONG	Organisation non gouvernementale
OPS	Organisation panaméricaine de la santé
PDF	Point de distribution finale
PIB	Produit intérieur brut
PNB	Produit national brut
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
SNF	Secrétariat national à la famille
TTEM	Transport terrestre, entreposage et manutention
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'enfance
USAID	Agence des États Unis pour le développement international
WVI	Organisation internationale de perspective mondiale

